

**FONDATION MARCEL HICTER
POUR LA DEMOCRATIE CULTURELLE ASBL**

**BRUXELLES SOUS TENSION
LE DÉVELOPPEMENT URBAIN FACE AUX ENJEUX DE
L'INTERCULTURALITÉ**

une analyse de Julie Nicod

**DECEMBRE
2009**

BRUXELLES SOUS TENSION

LE DÉVELOPPEMENT URBAIN FACE AUX ENJEUX DE L'INTERCULTURALITÉ

par Julie Nicod, collaboratrice FMH

Contrairement à d'autres capitales comme Paris ou même Londres, Bruxelles peut se targuer de garder intra-muros une population culturellement et sociologiquement très diversifiée. En janvier 2007, elle comptait 283.527 personnes d'origine étrangère¹ (pour 870.862 ressortissants inscrits dans les registres nationaux²). Cette immigration a plusieurs facettes, elle est composée de travailleurs immigrés, de leurs enfants et petits-enfants, de fonctionnaires européens, des expatriés travaillant dans des multinationales, de demandeurs d'asile politique, de réfugiés économiques, de sans-papiers.

Au-delà de l'incroyable diversité qu'elle accueille en son sein, ce constat revêt une autre réalité à laquelle Bruxelles doit faire face. A l'instar des Etats-Unis, la région-capitale subit un phénomène de suburbanisation qui se traduit par une désertion des classes moyennes aisées vers la périphérie de la ville, laissant en son centre une population le plus souvent d'origine immigrée et à faibles revenus. Le centre s'appauvrit alors que la banlieue s'enrichit. En effet près de 60% des personnes travaillant à Bruxelles, vivent à l'extérieur de la ville où elles payent leurs impôts. Intra-muros, le taux de chômage est inquiétant, presque 30% des jeunes bruxellois sont au chômage³ notamment parce qu'ils sont sous-qualifiés et ne trouvent pas de travail ou alors ils sont victimes de la ségrégation à l'embauche.

Dans le contexte bruxellois, ce phénomène est d'autant plus inquiétant car avec la présence des travailleurs européens et internationaux qui, pour la plupart, ont choisi de rester vivre en ville, ces quartiers qualifiés jusqu'ici de populaires ont tendance à se gentrifier. La conséquence directe est une inflation des prix des loyers et des commerces alentours, obligeant les populations d'origine à se déplacer ou à s'appauvrir si elles souhaitent rester dans le quartier.

L'autre phénomène qu'il nous semble intéressant de relever concerne les concentrations de populations culturellement

ou sociologiquement similaires sur des territoires délimités. Le plus souvent, on situe ce phénomène dans « le croissant pauvre » de Bruxelles où nous pouvons retrouver une forte population immigrée à faibles revenus. Mais il est possible d'identifier ce type de concentration culturelle et sociale dans des zones plus aisées comme Woluwé-Saint-Lambert, les quartiers du sud-est de Bruxelles, certains quartiers d'Uccle, où, là encore, on cultive l'entre-soi.

Dans le cadre de cette analyse nous souhaitons aborder les problématiques de ségrégation et d'autoségrégation spatiales que nous pouvons considérer comme des zones de replis identitaires qui sont autant d'entraves à la création d'une société démocratique, participative et interculturelle. Et nous évoquerons également la problématique de l'accès au logement avec, pour principal enjeu, la conservation de la mixité dans les quartiers. Pour ce faire nous nous appuyons sur l'étude de la mobilité des jeunes menés par Samarcande⁴ « Bruxelles à dos » et des études menées dans le cadre des Etats Généraux de Bruxelles tenus début 2009. Nous nous sommes également inspirés d'exemples étrangers et

enfin d'une étude de cas menée dans les Marolles au cours de l'été 2009 et dont le principal objectif était l'observation des rapports entre les différents groupes culturels et sociaux dans l'espace public et au niveau du quartier en général.

Au lendemain des émeutes de Bradford et de l'embrassement des banlieues françaises en 2005, la notion « d'autoségrégation »⁵ commence à voir le jour. L'autoségrégation est parfois présentée comme seule explication à la résurgence violente des problématiques de cohabitation entre communautés. Ce phénomène s'explique par le fait que certaines populations se retirent dans des zones de confort peuplées de personnes aux profils similaires. Cette autoségrégation serait essentiellement due à la peur de l'autre, au besoin de sécurité face aux agressions de toutes sortes et constitue la seule manière de promouvoir et protéger sa religion, son identité culturelle et son affiliation.

« Lorsque des enquêtes ont été menées pour comprendre les violences qui avaient heurté le Nord de l'Angleterre, les villes sont arrivées à une conclusion claire et définitive. Les lieux où les émeutes ont pris corps sont caractérisés par une séparation spatiale extrême de certaines communautés ethniques, en l'occurrence les Pakistanais et les Bengladais. Parce que les populations vivent dans différentes parties de la ville, leur éducation, leurs relations sociales, leurs emplois, leurs activités de shopping sont aussi largement séparés de la communauté majoritaire. De plus, il a été mentionné qu'ils ne vivaient pas seulement une « vie parallèle » mais que beaucoup ont choisi cette vie d'« autoségrégation »⁶.

Aujourd'hui, il est reconnu que certaines ségrégations peuvent être positives car elles permettent aux primo-arrivants légaux et illégaux de prendre pied progressivement dans cette nouvelle société. Le fait de se retrouver dans une communauté similaire atténue le choc social et culturel et permet une reconstruction nécessaire à une meilleure intégration. Léopold Vereecken, responsable de la coordination sociale des Marolles, évoquait ce phénomène en expliquant que, comme le voulait la tradition du quartier, beaucoup d'immigrés arrivaient dans les Marolles et, après une période de reconstruction, partaient s'installer dans d'autres quartiers plus résidentiels de la ville.

Cependant, la concentration de pauvreté est génératrice d'attitudes, de comportements et de valeurs qui empêchent parfois les habitants de saisir les opportunités d'une bonne intégration et rendent difficile leur mobilité.

Comment est-il possible de garantir la mixité des quartiers afin d'éviter que se créent de nouvelles poches de pauvreté desquelles les habitants auront extrêmement de mal à s'extraire car qu'ils n'auront pas acquis les codes leur permettant de se déplacer librement et seront définitivement entravés dans leur accès à l'éducation, à l'emploi et à la culture?

LA MIXITÉ DES LOGEMENTS

Dans sa note sur «Le logement, la maîtrise foncière et l'espace public», Nicolas Bernard établit le constat suivant :

« Dans la Région de Bruxelles-Capitale, la majorité des locataires — 54% — débourse, pour pouvoir se loger, une somme qui oscille entre 41% et 65% (pour les plus démunis) de l'ensemble des ressources du ménage, alors que le quart (du budget global) constitue la limite communément admise. À cet égard, la situation tend à empirer puisque les 30% les plus pauvres des Bruxellois n'ont accès qu'à 4% du marché locatif (si l'on fixe à 25% la part du loyer dans les ressources d'un ménage), contre 12% encore il y a une quinzaine d'années. »⁸

Face à la gentrification, l'augmentation des logements sociaux peut constituer un rempart efficace à la désertion des populations plus modestes vers d'autres zones urbaines. Mais leur nombre reste dramatiquement insuffisant par rapport à la demande qui ne cesse d'augmenter. A l'heure actuelle on compte presque 38.000 unités (7,6% du parc immobilier global de Bruxelles). Avec pas moins de 32.000 ménages qui composent les listes d'attentes, il y a presque autant de demandeurs que de logements. De plus, la rotation est extrêmement faible, pas plus de 5,64% par an ... Jean-Louis Genard en appelle à la création de « politiques volontaristes de désenclavement dont l'effet ne sera pas le refoulement des populations à bas revenus vers les zones urbaines les plus dépréciées. »¹⁰

Il serait intéressant de considérer également l'implantation d'une plus grande variété de logements sur certains quartiers prenant en considération les modes de vie des communautés résidentes. Par exemple les familles juives ou marocaines considèrent leur maison comme un espace privilégié où l'on invite la famille lors des fêtes religieuses. Dans le cas des familles marocaines ou même africaines, le nombre d'enfants est plus important que dans les familles occidentales et nécessite des logements plus vastes. Bruxelles compte aujourd'hui 91% d'appartements. Or, l'offre de logements sociaux pour des grandes superficies avec plus de 4 chambres est de 4%¹¹. De plus, la tendance des propriétaires est de créer des appartements à superficie réduite, d'en faire plusieurs dans le même immeuble afin de rentabiliser au maximum leur achat.

On ne mesure certainement pas assez les conséquences sociales directement liées à des appartements surpeuplés, particulièrement sur le développement scolaire des enfants. Un environnement inadapté génère des difficultés d'apprentissage qui peuvent mener le jeune au décrochage scolaire.

Pour conclure, il est extrêmement illusoire de penser que seule une politique de cohésion sociale peut transformer Bruxelles la multiculturelle en une ville interculturelle. La

notion d'interculturalité liée à la question de la cohésion sociale, traverse tous les champs de la société et notamment celui du développement urbanistique et de l'accès au logement. Il s'agit d'enjeux majeurs pour le développement dynamique de la cité. Par conséquent, la dimension interculturelle doit, et de manière prioritaire, être intégrée à cette réflexion.

«*La cohésion sociale, si elle n'est appliquée qu'à certains espaces en particulier, risque de rester une cohésion « ghetto » qui ne traverse jamais les quartiers.*»¹² Cette réflexion rejoint les acteurs qui se sont exprimés dans le rapport d'évaluation du CRACS : « *cette demande d'ouverture et d'adaptation est rarement adressée à la « culture dominante ».*¹³

Car l'enjeu est aussi celui de la mobilité des personnes sur le territoire. Offrir l'égalité des chances, c'est aussi permettre à tous les jeunes d'acquérir les codes nécessaires à leur mobilité, afin que leur territoire d'action s'agrandisse, s'élargisse et qu'ils puissent profiter des opportunités offertes par la cité.

Il faut donc décloisonner les zones et les territoires, qu'ils soient physiques ou mentaux, favoriser les lieux de rencontres avec des populations variées drainant des perceptions différentes de l'existence et de la société. Apprendre à se sentir à l'aise dans un contexte culturellement très diversifié. C'est à ce niveau-là que nous souhaitons porter la réflexion. Favoriser la mixité et la rencontre interculturelle à Bruxelles implique que ses quartiers restent ouverts tout en y maintenant les classes moyennes et précarisées même s'ils sont en proie à la gentrification. Les lois permettant l'encadrement des loyers ainsi que la récupération de logements et espaces vides pour les transformer en habitats sociaux peuvent constituer une solution valable afin de garantir la variété des profils culturels et sociologiques.

Il est tout aussi urgent que la réflexion sur la mixité sociale et sur son introduction dans les quartiers urbains, ne soit plus uniquement adressée aux zones pauvres mais qu'elle porte également sur les quartiers plus nantis dont l'homogénéité est rarement remise en question¹⁴.

Notes :

1 - SPF Economie - direction générale Statistique et Information économique, service Démographie

—
2 - Cette population étrangère était composée pour 68% de résidents d'autres Etats européens, essentiellement d'Italiens, de Français, de Néerlandais, d'Espagnols, d'Allemands, de Portugais, d'Anglais, de Polonais et d'autres nationalités. Les non-Européens présents en Belgique étaient majoritairement de nationalité marocaine, puis turque et congolaise. Les Américains représentaient la 4e communauté non-européenne de Belgique. En 2004, plus de 70.000 personnes - toutes nationalités confondues - ont immigré vers la Belgique, soit le chiffre le plus haut de ces 50 dernières années. Malgré cette immigration importante, le nombre d'étrangers résidant en Belgique est resté stationnaire depuis 1980. Celle-ci s'explique par la politique de naturalisation de nombreux étrangers ayant acquis la nationalité belge ces dernières années - www.derbaki.be

—
3 - Etats Généraux de Bruxelles, 2009, Note de synthèse n° 7 « L'économie bruxelloise », Chr. Vandermortten, E. Leclercq, T. Cassiers, B. Wayens.

—
4 - Samarcande est une maison de jeunes située à Etterbeek - www.samarcande.be

—
5 - Laundry Ch., Woods Ph, 2008, *The Intercultural City*, Earthscan, London.

—
6 - Home Office 2001 ; Independent Review Team, 2001.

—
7 - Schill M.H, 1994, *Race, the underclass and the public policy*. *Law and Social Enquiry*, 19(2) p433-456

—
8 - N. Bernard, P. Zimmer, J. Surkin, 2009, Note de synthèse n° 6, *Le logement, la maîtrise foncière et l'espace public*, in Etats Généraux de Bruxelles.

9 - *ibid.*

—

10 - J.-L. GENARD, « Quelle identité pour Bruxelles ? », *Bruxelles l'Européenne. Capitale de qui ? Ville de qui ?* » *European Brussels*, op. cit., p. 272.

11 - Bernard Nicolas, *Situation du logement à Bruxelles : Vers une ville duale ?*

—

12 - *Rapport d'évaluation du CRACS dans le cadre du décret du 13 mai 2004* - http://www.cbai.be/associatif/rapport2007/rapport2007_1.pdf.

—

13 - *Jeunes en ville, Bruxelles à dos* – Samarcande Mai 2008.

—

14 - Atkinson, R., 2006, *Padding the bunker : strategy of the middle class disaffiliation and colonisation of the city*, *Urban Studies* p819-832.

—